

Belgium-Namur: Technical inspection services

OJ S 132/2014 12/07/2014

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: RW-SpW-DGO2-DET – direction des études techniques

Postal address: Boulevard du Nord 8

Town: Namur

Postal code: 5000

Country: Belgium

For the attention of: Monsieur ir A. Plumier, directeur

E-mail: albert.plumier@spw.wallonie.be

Telephone: +32 81773455

Fax: +32 81773900

Internet address(es):

Address of the buyer profile: http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID_AVIS=404551

Additional information can be obtained from:

Official name: RW-SpW-DGO2-DET – direction des études techniques

Postal address: Boulevard du Nord 8

Town: Namur

Postal code: 5000

Country: Belgium

Contact person: Ing Régis Peters, attaché

For the attention of: Monsieur ir A. Plumier, directeur

E-mail: albert.plumier@spw.wallonie.be

Telephone: +32 81773455

Fax: +32 81773900

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

Official name: RW-SpW-DGT1-DSJ – direction du support juridique – mise en ligne des cahiers de charges

Postal address: Place de Wallonie, 1 bat. II, local 108

Town: Jambes

Postal code: 5100

Country: Belgium

Contact person: Monsieur Derock

For the attention of: Monsieur Etienne Claeys

E-mail: louisphilippe.derock@spw.wallonie.be

Telephone: +32 81333159

Fax: +32 81333133

Internet address: <http://marchespublics.wallonie.be>

Tenders or requests to participate must be submitted: Official name: RW-SpW-DGO2-DET – direction des études techniques

Postal address: Boulevard du Nord 8

Town: Namur
Postal code: 5000
Country: Belgium
For the attention of: Monsieur ir A. Plumier, directeur
E-mail: albert.plumier@spw.wallonie.be
Telephone: +32 81773455
Fax: +32 81773900

I.2. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity

General public services

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Adjudication ouverte relative au contrôle légal des engins de levage présents dans les installations des Voies hydrauliques du SPW et de la Sofico.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 12: Architectural services; engineering services and integrated engineering services; urban planning and landscape engineering services; related scientific and technical consulting services; technical testing and analysis services

Main site or place of performance: Provinces de Liège, Namur, Luxembourg, Hainaut et Brabant Wallon.

NUTS code BE3 Région wallonne

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

le contrôle légal périodique (annuel, trimestriel ou semestriel selon le cas), pour une période de 3 ans, de tous les appareils de levage, des équipements de protection individuel (EPI), ainsi que la réalisation des analyses de risque des ascenseurs et/ou monte-charges, présents dans les installations d'ouvrages d'art hydrauliques du Service Public de Wallonie - DGO2 et de la SOFICO.

II.1.6. CPV code(s)

71631000 Technical inspection services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 36 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Voir cahier spécial des charges.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Par le seul fait de participer à la procédure du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article 61 § 1 et § 2 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. L'attention est attirée sur le fait qu'avant de prendre la décision d'attribution, le pouvoir adjudicateur peut inviter le soumissionnaire susceptible d'être désigné adjudicataire, ou chaque associé en cas de société momentanée, à produire les documents et preuves mentionnés à l'article 61 § 3 de l'arrêté royal précité. Article 62 § 1 à § 3 et § 5 / Article 63 / Article 66 - Situation juridique Article. 62 § 1 - Le soumissionnaire belge ou étranger employant du personnel assujetti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la Sécurité Sociale des travailleurs joint à son offre, une attestation de l'Office National de Sécurité Sociale dont il résulte qu'il est en règle en matière de paiement de ses cotisations de sécurité sociale. L'attestation porte sur l'avant-dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des offres. Toutefois, le soumissionnaire belge employant du personnel assujetti à la loi du 27 juin 1969 précitée est dispensé de produire l'attestation de l'Office National de Sécurité Sociale visée aux alinéas 1 et 2. En effet, la vérification de la situation en sera faite par le pouvoir adjudicateur via l'application DIGIFLOW qui lui donne un accès sécurisé aux bases de données fédérales en matière de sécurité sociale. Article. 62 § 2 - Le soumissionnaire belge ou étranger employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne joint à son offre, une attestation délivrée par l'autorité

compétente certifiant que, suivant compte arrêté au plus tard à la date limite de réception des offres, il est en règle à cette date avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi. Article.62 § 3 - Lorsque le soumissionnaire belge ou étranger emploie du personnel visé tant par le § 1er que par le § 2, les dispositions des deux paragraphes s'appliquent. Article.62 § 5 - Le soumissionnaire assujéti à la sécurité sociale des travailleurs indépendants joint à son offre une attestation dont il résulte qu'il est en règle avec ses obligations en matière de paiement de ses cotisations de sécurité sociale. Article.63 - Le soumissionnaire joint à son offre, une attestation dont il résulte qu'il est en règle par rapport à ses obligations fiscales professionnelles selon les dispositions légales du pays où il est établi. L'attestation porte sur la dernière période fiscale écoulée avant la date limite de réception des offres. Article.66 - Les attestations visées aux articles 62 et 63 doivent être produites par chaque associé, en cas de société momentanée.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Les soumissionnaires doivent transmettre, pour démontrer leur capacité financière et économique, les documents suivants :- Une déclaration bancaire, établie conformément au modèle repris à l'annexe 3 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 (M.B. du 9 août 2011, page 45010), et reproduite en annexe au présent cahier spécial des charges; OU- Une attestation d'engagement de constitution de cautionnement, établie conformément au modèle repris à l'annexe 3 de la circulaire de la Région wallonne du 21 mai 2001 (M.B. du 18 juillet 2001, page 24534), et reproduite en annexe du présent cahier spécial des charges

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Les soumissionnaires doivent transmettre, pour démontrer leur capacité technique ou professionnelle, les documents suivants : 1. le certificat d'agrément délivré par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale pour le contrôle périodique et/ou visite de conformité des appareils de levage. 2. le titre d'accréditation sur base de la norme ISO/IEC 17020 dont il fournira dans ce cas une copie du certificat prouvant son accréditation en tant que SECT pour les contrôles périodiques et/ou visite de conformité des appareils de levage. 3. la liste des principaux services de contrôle périodique et/ou de mise en service des appareils de levage. au cours des trois dernières années, indiquant par an: le montant total, le nombre d'installations publiques ou privées contrôlées:- s'il s'agit de services à des autorités publiques, la justification est fournie par des certificats émis ou contresignés par l'autorité compétente;- s'il s'agit de services à des personnes privées, les prestations sont certifiées par celles-ci ou, à défaut, elles sont déclarées avoir été effectuées par le prestataire de services. 4. une déclaration mentionnant les effectifs moyens annuels (un minimum de 10 personnes) du prestataire de services pendant les trois dernières années, affectés au contrôle des appareils de levage et la qualification de ces effectifs. 5. une liste détaillant la composition nominative de l'équipe qui aurait en charge l'exécution du présent marché de service, liste accompagnée des curriculum vitae des agents mentionnés.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

Lowest price

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

O2.02.01-13E03

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 5.9.2014 - 11:00

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

5.9.2014 - 11:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Other:

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 180 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 5.9.2014 - 11:00

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: La séance d'ouverture des offres est publique.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'État
Postal address: Rue de la Science, 33
Town: Bruxelles
Postal code: 1040
Country: Belgium
Telephone: +32 22349611

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: - demande de suspension en extrême urgence : requête introduite le plus rapidement possible; le délai pour le recours en suspension est de 15 jours à dater de la publication, de la communication ou de la prise de connaissance de l'acte selon le canal par lequel le réclamant a été informé de la décision (avis d'attribution, lettre d'information ou aucun des deux = _ date de prise de connaissance)- demande d' annulation : 60 jours à partir de la connaissance de la décision. NB: le président du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire concerné peut également statuer au provisoire (article 584 du Code judiciaire). Ce tribunal est seul compétent pour les contestations au fond portant sur un droit civil (ex : octroi de dommages-intérêts...). Le président doit être saisi le plus rapidement possible et le tribunal, dans un délai de 5 ans (article 2262 bis du Code civil).

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: RW-SpW-DGT1-DSJ – direction du support juridique-mise en ligne des cahiers de charges
Postal address: Place de Wallonie, 1 bat. II, local 108
Town: Jambes
Postal code: 5100
Country: Belgium
E-mail: louisphilippe.derock@spw.wallonie.be
Telephone: +32 81333159
Fax: +32 81333133
Internet address: <http://marchespublics.wallonie.be>

VI.5. Date of dispatch of this notice

9.7.2014